

DOM-TOM Vues sur l'outre-mer

L'Ifremer compte 26 implantations sur tout le littoral métropolitain mais aussi dans les DOM-TOM. Ce numéro des Nouvelles est consacré aux activités et missions de l'Institut en Polynésie, en Nouvelle-Calédonie, à La Réunion, aux Antilles et en Guyane.



Les équipes de l'Ifremer localisées en outre-mer sont très liées, à travers des programmes développés dans tous leurs domaines d'activité, notamment en aquaculture.

Créé en 1972 à Vairao, sur la presqu'île de Tahiti, le Centre Océanologique du Pacifique (COP) constitue la composante polynésienne du centre Ifremer. « Il s'agit d'une plateforme scientifique et technique de très bon niveau, se félicite Marc Taquet, le directeur. La seconde délégation du Centre Ifremer du Pacifique, emmenée par Lionel Loubersac, est basée à Nouméa, sur le campus de l'Institut de Recherche et de Développement (IRD). Elle dispose de deux stations expérimentales ».

Ce centre est très orienté sur l'aquaculture tropicale et jouit d'un historique important sur la crevetticulture. Le COP vise d'ailleurs à accroître la production de crevettes d'élevage (*Paeneus stylirostris*) et à créer une nouvelle activité de pisciculture marine, avec une espèce de poisson lagonaire locale, le Paraha Peue (*Platax orbicularis*). L'importance socio-économique de la perliculture en Polynésie française conduit l'Ifremer à concentrer aussi ses recherches sur la domestication de l'huître perlière, l'amélioration de la qualité des perles et l'optimisation de la production de juvéniles.

En Nouvelle-Calédonie, le département « Lagons, écosystèmes et aquaculture durable » a lui aussi pour mission de mettre en œuvre les différentes actions de recherche définies dans le Projet Deduction (Développement durable de

la crevetticulture, traitement de l'information et observatoire du système en Nouvelle-Calédonie).

Rattaché au Département halieutique méditerranéen et tropical (avec les laboratoires de Sète, Guyane et Martinique), le laboratoire de La Réunion travaille au développement du Système d'informations halieutique (SIH), axé sur le suivi des pêches palangrières et de la petite pêche côtière. Il coordonne le projet IOSSS-Espadon (structure du stock de l'océan indien) et collabore avec les armateurs pêchant la légine australe pour tester des casiers.

SURVEILLANCE DE L'ENVIRONNEMENT

Il poursuit ses recherches sur les tortues marines, espèce emblématique pour La Réunion, protégée par la convention de Washington. Enfin, il développe de nouvelles compétences en matière d'environnement littoral et d'évaluation/suivi de la biodiversité.

Située en Martinique, à l'intérieur de la baie du Robert, la délégation Ifremer des Antilles est opérationnelle depuis 1970. Ses compétences sont regroupées en deux laboratoires, l'un en recherche halieutique et l'autre en aquaculture marine. Sa contribution à l'observatoire

national des pêches du SIH a déjà permis d'établir un premier diagnostic de l'activité des flottilles de pêche de Guadeloupe et de Martinique. En halieutique, le second axe de travail concerne la maîtrise du développement de la pêche des poissons pélagiques sur Dispositifs concentrateurs de poissons (DCP) ancrés. Dans le domaine aquacole, le laboratoire du Robert constitue l'unité de référence de l'Institut du projet multidisciplinaire Pisciculture Marine outre-mer. La délégation est en outre mobilisée sur les questions liées à la contamination chimique des espèces d'intérêt halieutique.

Plus au sud, l'Ifremer de Guyane coordonne le projet Chaloupe. Il a pour objectif de décrire et d'expliquer l'évolution des peuplements biologiques marins et des pêcheries sur les trois dernières décennies et dans trois types d'écosystèmes régionaux : le plateau tropical amazonien de Guyane française, le plateau continental tempéré du golfe de Gascogne et la région atlantique de l'upwelling du Maroc. Le but est d'établir un diagnostic sur l'amplitude des changements observés, d'identifier les facteurs d'évolution et de déterminer les conditions de viabilité économique et écologique de ces systèmes. Parallèlement, le projet Geco consiste en une approche intégrée bio-économique de la pêche côtière artisanale guyanaise.

Si distantes soient-elles, toutes les équipes de l'Ifremer localisées en outre-mer sont très liées, à travers des programmes développés dans tous leurs domaines d'activité, notamment en aquaculture (voir p. 2). Toutes se mobilisent aussi sur la surveillance de l'environnement, les problématiques de gestion intégrée des milieux, ressources et usages côtiers et les démarches éco-responsables. Leurs missions consistent à consolider les filières qui fonctionnent et sont porteuses d'espoir économique, mais ils sont aujourd'hui très ouverts sur les thématiques incontournables affichées dans le plan stratégique de l'Ifremer, telles que les énergies renouvelables, l'impact du changement global, la biodiversité, l'exploitation durable des ressources marines ou encore les aires marines protégées.

Interview



Ronan Le Goff,
Délégué Ifremer
à La Réunion

“ Des écosystèmes
et une biodiversité
spécifiques ”

➔ **Quel a été votre parcours jusqu'à cette fonction ?**

Docteur en biologie marine, spécialisé en halieutique, j'ai travaillé pendant 9 ans pour la communauté urbaine de Brest dans le cadre du contrat de baie de la rade qui visait à restaurer la qualité des eaux. J'ai ensuite intégré le laboratoire Environnement Ressources de l'Ifremer en Normandie. J'y suis resté également neuf années, avant de rejoindre La Réunion.

➔ **Existe-il un lien particulier entre toutes les stations hors métropole ?**

Forcément car nous travaillons sur des problématiques très spécifiques. Les écosystèmes intertropicaux sont très particuliers et la biodiversité tout à fait exceptionnelle.

suite page 2 ➔

suite de la page 1

Rappelons que la ZEE (Zone économique exclusive) française est la seconde du monde et que pour 90 %, elle est liée à l'outre-mer ! Les programmations d'acquisition de données et de connaissance sont donc communes, de même que les projets de préservation à mener. Il existe d'ailleurs une volonté de notre part de travailler en commun, sur l'ombrine d'élevage par exemple, mais aussi sur la biodiversité, pour le développement des réseaux de suivi de la Directive Cadre Eau... Les spécificités des DOM-TOM impliquent une adaptation des référentiels utilisés en métropole. Nous nous réunirons d'ailleurs en juin, à Nantes, pour mener une réflexion sur les grilles d'indicateurs de qualité, l'évaluation des seuils...

➔ Quels sont les objectifs de la station de La Réunion ?

Le laboratoire est historiquement un laboratoire d'halieutique, et est notamment à l'origine de l'implantation des Dispositifs concentrateurs de poisson (DCP) autour de l'île. Notre mission est de poursuivre ces actions dans ce domaine, en apportant aux services de l'État des avis, expertises et aides à une gestion durable des stocks et des flottilles. Un nouvel objectif est de développer notre compétence en matière d'environnement. Il existe un patrimoine naturel exceptionnel à La Réunion et dans les îles Eparses. Ces dernières années, en plus du SIH (Système d'Informations Halieutiques), nous développons des outils de bancarisation et de synthèse des données environnementales à l'intention des décideurs, pour contribuer à la préservation du lagon, au suivi de la qualité des eaux, à la protection des tortues... L'acquisition de données et de connaissances, puis leur mise à disposition, est la base de notre mission d'expertise et d'élaboration d'aides à la gestion des espaces maritimes et de leur patrimoine naturel.

Nous avons aussi un rôle d'interface entre les demandes locales et les compétences de nos laboratoires de métropole. Dans le cadre du programme Gerri par exemple, pour le développement des énergies marines renouvelables. Ou encore sur le dossier de la légine où, avec les armateurs et les pôles de compétitivité Réunion et Bretagne, nous cherchons à mettre au point avec nos collègues lorientais des casiers/nasses afin de limiter la déprédation des palangres par les orques dans les secteurs de Crozet et des Kerguelen.

Une ambition pour la pisciculture

Accompagner l'émergence de filières économiquement viables, c'est l'objectif du projet « Développement durable de la pisciculture marine d'outre-mer », placé sous la responsabilité de Denis Covès.

Le projet sur la pisciculture marine d'outre-mer a été initié en 2005, afin d'optimiser l'accompagnement par l'Ifremer du développement de la filière pisciculture marine tropicale dans les collectivités d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Réunion, Mayotte, Polynésie française et plus récemment Nouvelle-Calédonie). Renouvelé dans le cadre du programme Aquaculture Durable 2009 - 2012 de l'Ifremer, il a tout d'abord été centré sur une seule espèce, l'ombrine ocellée (*Sciaenops ocellatus*), avant de s'élargir au platax (*Platax orbicularis*) et au cobia (*Rachycentron canadum*).

« Il existe une demande en outre-mer pour développer le secteur économique de la pisciculture, rappelle Denis Covès. Nous avons donc décidé d'organiser la recherche de façon plus efficace en abordant tous les maillons de la filière de production de manière intégrée ». Pour l'institut, il s'agit de considérer de manière équilibrée les intérêts économiques des producteurs, la demande des consommateurs et la préservation de l'environnement dans le contexte de la gouvernance locale.

DÉVELOPPER LA RECHERCHE...

Pour la période 2005-2008, l'objectif principal a été de consolider et développer les connaissances et les savoir-faire : gestion des saisons de pontes, production d'alevins et d'animaux à la taille commerciale, coûts de revient, potentialités de transformation mais aussi gestion des risques zoo-sanitaires et de consanguinité. Ces actions ont été complétées par des missions d'avis et d'expertises pour le compte des collectivités territoriales, des services de l'État et de sociétés privées, ainsi que par des opérations de formation et transfert de savoir-faire.

Une attention particulière sera bien-



Le platax est une espèce très appréciée en Polynésie.



Avec 350 t de production annuelle, l'ombrine est la véritable colonne vertébrale de cette filière d'outre-mer.

tôt portée à l'influence de l'alimentation sur la productivité de la phase de grossissement et la réduction des rejets biologiques. Un approfondissement des connaissances sur la gestion de la qualité du produit de la production à la commercialisation et sur la gestion du patrimoine génétique sera aussi mené.

« Les espèces choisies sont très appréciées localement ou même au niveau mondial pour la qualité de leur chair, poursuit Denis Covès. L'ombrine n'est pas endémique dans les territoires français, car elle provient du golfe du Mexique, mais elle y est désormais produite et reconnue par les consommateurs. Le platax est très apprécié par les polynésiens, mais, à cause d'un effort de pêche trop important, il avait quasiment disparu des lagons. Le cobia, lui, offre une croissance très rapide et l'avantage de très bien se prêter à la transformation, en filet, darne... voire pour la salaison et la fumaison. Nous travaillons sur ces aspects avec le pôle agroalimentaire de la Martinique, en lien avec le département des sciences et techniques des aliments marins de l'Ifremer à Nantes. Tous sont produits à des coûts abordables pour le pouvoir d'achat local ».

L'action de l'Ifremer sera dynamisée par cinq nouveaux éléments : la construction et le démarrage du CTA (Centre technique aquacole) de Polynésie ; le projet du CERAAM (Centre régional d'application aquacole de Martinique) ; la création du PRM (Pôle régional mer) à La Réunion ; la volonté politique de Mayotte de faire de l'aquaculture une activité importante de son développement économique, et la mise en place d'un nouveau laboratoire dédié à la pisciculture lagonaire en Nouvelle-Calédonie.

« Nous avons établi de nombreux partenariats avec toutes les compétences qu'offrent les différentes régions d'outre-mer, au travers des pôles de compétitivité et de R&D », précise

Denis Covès. Une organisation qui crée une réelle complémentarité destinée à accompagner les opérateurs de la production.

... ET LE MARCHÉ

Car la balle est aujourd'hui dans leur camp. Seule l'ombrine, la véritable colonne vertébrale de cette filière d'outre-mer, atteint pour l'instant quelque 350 tonnes annuelles, avec des entreprises artisanales de 5 à 20 t, mais aussi avec des fermes d'élevage de plus grande taille (Mayotte Aquaculture avec 200 t et la SAS des Mascareignes à La Réunion, avec 70 t pour une capacité de 150 t). Or l'idée demeure de satisfaire un marché du poisson dans des îles qui, pour l'instant, sont toutes importatrices de produits de la mer, et de nourrir un marché à haute valeur ajoutée à l'export. Toutes ces espèces pourraient faire l'objet d'un réel développement durable qui passerait notamment par une synergie et une complémentarité entre les secteurs économiques de la pêche, de la pisciculture et du tourisme afin d'optimiser la saisonnalité et la valorisation des produits.

Les partenaires du projet :

ADEPAM, association pour la défense des producteurs aquacoles de Martinique. PARM, pôle agroalimentaire régional de Martinique. SYPAGUA, syndicat des aquaculteurs de Guadeloupe. ARDA, association réunionnaise de développement de l'aquaculture. AQUAMAY, association pour le développement de l'aquaculture de Mayotte. UAOM, union des aquaculteurs d'outre-mer. SYSAAF, syndicat des sélectionneurs avicoles et aquacoles français. SPE, Service de la pêche de Polynésie.

Sylvain Bolinois - Vice-Président du Conseil Régional de Martinique,
Responsable de la pêche et de l'aquaculture

« Nous croyons au développement de l'aquaculture »

→ Pouvez-vous dresser le paysage local martiniquais en matière d'activités halieutiques ?

La pêche représente 8 142 t de capture. Nous disposons d'une flottille composée d'environ 1 600 bateaux et de 1 300 marins pêcheurs embarqués. Plus de 95 % de la production porte sur des petits navires (yoles non pontes) de moins de 8 m qui ramènent thon, marlin, poisson volant, dorade coryphène... Une dizaine seulement vont pêcher du vivaneau sur les bancs de la Guyane et restent une semaine en mer. On estime que chaque patron pêcheur fait vivre un matelot et que le taux de marins non déclarés porte le nombre de gens qui vont à la mer chaque jour à environ 3 000. Avec 16 000 t, la consommation de l'île est très élevée : environ 40 kg par an et par habitant, ce qui nous place juste derrière les Japonais ! Nous importons donc environ autant que ce que nous pêchons, surtout de la morue, à la base de plusieurs plats traditionnels.



Nous nous sommes lancés dans l'élevage depuis longtemps, mais la production demeure relativement faible, autour de 250 t. Elle porte essentiellement sur le loup des Caraïbes (ombrine) et le cobia. Il existe par ailleurs quelques productions d'écrevisses.

→ Quelles relations entretient la Région et l'Ifremer ?

Le Conseil Régional a de tout temps travaillé avec l'Ifremer. Nous avons par exemple investi dernièrement dans la rénovation des locaux et de l'écloserie du Robert. Depuis de nombreuses années, nous avons régulièrement des programmes communs en cours.

→ L'institut est notamment très présent dans le domaine de la pisciculture ?

L'Ifremer a en effet énormément contribué à la mise en œuvre de l'élevage de l'ombrine. Il a notamment repris la production des alevins que l'ADAM (Association pour le développement de l'aquaculture en Martinique) a abandonné pour se consacrer à l'élevage. Une douzaine d'autres aquaculteurs vivent d'une production qui se situe pour chacun entre 10 et 20 tonnes. Tous travaillent aussi la transformation, surtout les deux qui font du cobia, car l'aspect « entier » de cette espèce

n'attire pas le Martiniquais ! Il faut le fileter. Notre pôle de compétitivité dédié à l'alimentaire a participé à la mise en œuvre des modes de transformation de l'ombrine et du cobia. Quelques producteurs commencent à vendre du poisson cuit. Le marché est pour l'instant concentré vers la restauration.

→ Comment envisagez-vous l'avenir de cette filière ?

Nous soutenons cette filière car nous croyons au développement de l'aquaculture, même s'il y a eu des hauts et des bas. Il n'existe pas de frein, hormis celui de la production d'alevins. Si elle est assurée par l'Ifremer pour l'ombrine, ils sont importés des États-Unis pour le cobia. Et cela coûte cher (environ 3 €/kg) à cause du transport aérien. La Région les subventionne pour moitié. Mais nous avons espoir que l'un des éleveurs se lance dans une production locale, quitte à subventionner l'installation d'une écloserie dans un premier temps.

Mémoire de l'Ifremer

Jean-Claude Dao : « Jardiner la mer »

Pour cet ingénieur agronome, ancien responsable de la station Ifremer des Antilles, décédé en 2008, c'est la pratique qui a permis de comprendre la nature des problèmes. Du thon à l'ombrine en passant par la coquille Saint-Jacques, Jean-Claude Dao a monté sa carte de visite chaussé de bottes ou de palmes.

Au travail, il a toujours eu les pieds dans l'eau. Que ce soit pour le thon ou la coquille, il a voulu connaître le travail des pêcheurs, discuter avec eux de leurs difficultés. Il a observé et cherché à mieux comprendre le cycle biologique de l'animal, qu'il est incomparablement plus difficile d'étudier dans l'eau que sur terre... Il était de ceux qui pensent que le point de départ, en halieutique comme en aquaculture, est l'état de l'activité des professionnels. « Parfois, il faut passer par la case recherche pour résoudre un problème, mais pas toujours. C'est souvent un point d'organisation à régler, plus qu'une affaire de connaissance », défendait-il.

La pisciculture de la Martinique repose sur une espèce locale, l'ombrine. « C'est un poisson fabuleux. Le cousin du maigre, équivalent du bar

en espèce de poisson. Sauf qu'une ombrine portion se fait en six mois quand il faut deux ans pour un bar portion », disait-il. Mais ce potentiel de production ne se concrétisait pas. Le laboratoire Ifremer conditionnait les animaux à la ponte, puis envoyait par avion les œufs vivants à l'éclosion vers La Réunion.

UN POISSON NOMMÉ OMBRINE

Ce schéma « absurde » s'expliquait par le contrôle exercé par les responsables politiques locaux sur la recherche et développement. « Je me suis fait invisible pendant un an, de façon à ce qu'ils ne puissent pas me donner de directives, s'amusaient-ils, mais cela permettait de prendre des contacts directs avec

les acteurs non structurés. Et quand leur production d'alevins est tombée à zéro, j'ai monté un projet impliquant quelques producteurs motivés ». L'objectif était d'installer des éclosiers miniatures, à l'échelle des producteurs. Ce faisant, il a également fallu relancer une association de producteurs distincte. « La recherche est comme une toupie en équilibre instable, qui finit toujours par se retourner. Il faut toujours à la base une production qui stimule le mouvement, sinon ce n'est pas la peine », justifiait Jean-Claude Dao.

Retrouvez cet extrait dans le portrait intégral de Jean-Claude Dao sur le site Internet « Regards sur l'océan » :

http://w3z.ifremer.fr/memoire/les_ressources_vivantes/jean_claude_dao



L'Ifremer et le Grenelle de la mer

Le Grenelle de la mer a pour ambition de compléter le Grenelle environnement sur les questions maritimes et littorales. L'Institut va s'y investir fortement.

Piloté et animé par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (MEEDDAT), le Grenelle de la mer a pour ambition de compléter le Grenelle environnement sur les questions maritimes et littorales, dans l'optique d'aboutir à des engagements pour 2010. Cinq collègues travailleront ensemble dans quatre groupes : « La délicate rencontre entre la terre et la mer » ; « Entre menaces et potentiels, une mer fragile porteuse d'avenir » ; « Partager la passion de la mer » ; « Planète mer : inventer de nouvelles régulations ». Les observations et conclusions porteront sur la lutte contre

la pollution, la gestion de la pêche, la protection de la biodiversité ou encore sur le potentiel énergétique des océans, en prenant en compte tous les niveaux de la population, des experts aux scolaires.

L'Ifremer considère qu'il s'agit d'une opportunité unique de débat entre tous les acteurs pour la préparation d'une future politique de développement durable de la mer et du littoral. L'Institut va s'investir fortement en faisant passer un certain nombre de messages clés sur la connaissance et les transferts de la connaissance, la protection et le développement. Outre sa participation dans les groupes 1 et 2, il contribuera à des



thèmes tels que les réseaux des sciences de la mer, l'outre mer, les grands fonds marins, l'observation et la gestion des zones côtières, le tableau de bord des océans, la biodiversité et ses services écologiques, ou encore la mise en oeuvre d'un réseau de volontaires bénévoles pour l'observation du littoral, à l'instar de ce qui a été développé par le Museum d'Histoire Naturelle dans le domaine de l'ornithologie.

+ d'infos : <http://www.legrenelle-mer.gouv.fr/>

Éditions



« Et si le littoral allait jusqu'à la mer ! La politique du littoral sous la V^e République ».

Alain Merckelbagh - Éditions Quæ.

Autrefois terre sauvage méprisée, le littoral est de nos jours façonné, modifié et apprécié. L'absence d'explication sur l'accélération de son occupation, depuis le début de la Ve République, méritait une analyse des politiques publiques et des enjeux de cet espace d'exception. L'ouvrage intéressera un public curieux de l'histoire récente du littoral français et de la politique menée quant à son devenir.

Prix : 30 euros.

+ d'infos : <http://www.quae.com/fr/livre/?GCOI=27380100640270>

Coopération Ifremer - ONEMA

L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema) et l'Ifremer ont signé un accord-cadre pour poursuivre des actions de recherche au service de la gestion des eaux littorales.

Alors que le 9 avril se tenait la première réunion de travail du Grenelle de la Mer, l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema) et l'Ifremer signaient un accord-cadre qui renforce leur coopération dans le domaine de la gestion des eaux littorales. Ces deux organismes qui mettent en oeuvre expertises, actions de recherche et de surveillance pour le compte de l'État, associent leurs compétences afin de répondre notamment aux objectifs de la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE). Adoptée en

2000, elle vise à atteindre le bon état écologique des eaux en 2015.

Cette collaboration tombe à propos puisque ses ambitions se retrouvent dans le premier des quatre thèmes du Grenelle de la Mer : « la délicate rencontre entre la terre et la mer ». Son objectif est de « favoriser le développement harmonieux du littoral en améliorant l'interface terre-mer ».

+ d'infos : http://www.ifremer.fr/institut/actualites/communiqués/2009/cooperation_ifremer_onema



À l'image du Grenelle de la mer, l'Ifremer et l'Onema visent à favoriser le développement harmonieux du littoral.

Flotte & engins

Après 5 mois de travaux à Concarneau, les essais de **L'Atalante** débutent et se poursuivront après la livraison par deux mois d'essais et de recette des équipements scientifiques.

Pourquoi pas ? réalisera divers essais du **Nautilite** pendant le transit jusqu'au Portugal où il débutera la mission d'hydrographie du SHOM, MOCOSED (20 mai au 1^{er} juin - Funchal/Ponta Delgada) ; puis la campagne BATHYLUCK de l'IPGP (3 juin au 7 juillet).

Thalassa participe, dans le golfe de Gascogne, à la mission PELGAS, réplique des missions précédentes sur le suivi des populations pélagiques (25 avril - Santander, au 5 juin - Brest).

L'Europe évoluera le long des côtes de Sicile, Tunisie, Libye, Egypte, Chypre (19 avril au 14 mai - La Seyne) pour la campagne MYTIOR, dont le premier volet consiste à mouiller des nasses de moules. Leur récupération s'effectuera en août. Il poursuivra avec la mission MEDITS (15 mai au 17 juin - Sète) pour évaluer les ressources démersales en Méditerranée.

Du 30 avril au 6 mai, **Thalia** procédera au sud de Belle-Île à des essais de la station de DISCOTEC (Détection In Situ de Composés Organiques), puis avec REBENT (8 au 25 mai - La Turballe), observera les espèces benthiques côtières, avec ITIS (27 mai au 14 juin - Concarneau), étudiera le comportement des poissons à l'approche des nasses et avec ROCCHSED (16 au 30 juin - Cherbourg), et prélèvera des sédiments.

Gwen Drez effectuera (29 avril au 11 mai Lorient et de nouveau du 13 juin au 25 juin - Concarneau) SELECT sur un dispositif sélectif pour la pêche à la langoustine ; puis LANGOLF (12 au 30 mai - Lorient) pour évaluer le stock de langoustines de la grande vasière, OPTIPECHE (2 juin au 12 juin - Lorient) et tester des équipements électroniques pour panneaux de chalut.

La vedette **Haliotis**, enchaînera trois missions : MEGAQUIB (8 au 16 mai - La Tremblade) pour reconnaître des alignements de mégolithes en baie de Quiberon ; POIZOT (19 au 30 mai - Cherbourg), pour cartographier la crépidule en rade de Cherbourg ; ESTUDNOR (3 au 20 juin - Dieppe) sur le transfert des sédiments dans les estuaires de Picardie.

www.ifremer.fr/flotte

Directrice de la publication : Pascale Pessey-Martineau - Rédacteur en chef : Érick Buffier

Rédacteur du dossier : Dominique Guillot, avec la participation Ifremer de Jacques Bertrand, Fabian Blanchard, Ronan Le Goff, Lionel Loubersac et Marc Taquet.

Ont participé à ce numéro : Johanna Martin et Marion Le Foll (Communiqués), Nelly Courtay (Éditions), Pierre Baron (Colonne flotte)

Ifremer : Siège social et rédaction : 155, rue Jean-Jacques Rousseau - 92138 Issy-les-Moulineaux cedex - communication@ifremer.fr